

La Russie de Poutine est-elle expansionniste ?

Claude BLANCHEMAISON

18 décembre 2015

Vladimir Poutine dirige le destin de la Russie depuis déjà 16 ans (1999-2015) et semble bien parti pour rester au pouvoir encore une dizaine d'années. La question posée est : cherche-t-il à reconstituer l'Union soviétique ? Pour le conférencier la réponse est non, car d'une part l'URSS était fondée sur un Parti et une idéologie qui sont devenus minoritaires, d'autre part elle reposait sur l'existence d'un pays, l'URSS, qui ne peut être assimilée à la Russie. En effet dans l'ex URSS on trouvait les pays baltes, qui sont entrés maintenant dans l'OTAN, ce qui constitue un argument de poids aux yeux de Poutine pour ne pas les intégrer dans une nouvelle URSS. De plus les pays d'Asie centrale sont jaloux de leur indépendance et on voit mal ce qui pourrait les pousser à revenir dans une nouvelle URSS. Même s'il le souhaite, Poutine se sait impuissant à reconstituer l'URSS.

Pour comprendre la position de Poutine en termes de politique étrangère aujourd'hui, il faut revenir à la période qui a précédé et qui peut être séquencée.

2000-2004

Dans cette phase de remise en ordre, la politique étrangère de la Russie se caractérise par une option en faveur de l'Occident. Poutine, dauphin d'Eltsine, fait le travail. Il extermine les indépendantistes tchéchènes et est soutenu par les services d'ordre russes, ce qui met un coup d'arrêt aux démembrements possibles. En même temps il met au pas les oligarques, ceux de l'entourage d'Eltsine, notamment Berezovski. Il crée 7 districts avec des superpréfets pour contrôler les gouverneurs. Il entretient de bons rapports alors avec l'Occident, qui vont jusqu'à l'ouverture de négociations avec l'UE, en 2003. Celles-ci n'aboutiront pas en 2004, alors qu'au même moment les pays de l'est adhèrent à l'UE. La Russie aide les États-Unis dans la guerre qu'ils mènent en Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre.

2004-08 : le tournant

Cette période est marquée par la réaffirmation des intérêts russes à l'extérieur et par une reprise en main interne, notamment sur les gouverneurs, prétendus mafieux. L'enclave russe de Kaliningrad qui permet à la Russie de garder un accès à la Mer baltique ne pose pas de problème à l'Europe. Mais Poutine fait clairement comprendre aux États-Unis que ni la Géorgie ni l'Ukraine ne feront jamais partie de l'OTAN. Il laisse la place de président à Medvedev et devient Premier ministre, mais tout le monde comprend en Russie et à l'extérieur qu'il s'agit d'une farce.

2008-12 : période Medvedev

Medvedev inaugure une phase de « poutinisme libéral », étant lui-même plus favorable à l'Occident et plus proche des milieux d'affaires que Poutine. Le président de la Géorgie

cherche à prendre le contrôle de l'Ossétie du sud, située dans le giron russe. La Russie envahit alors la Géorgie et Nicolas Sarkozy, en tant que président de l'UE, obtient l'arrêt de l'invasion russe et tente de résoudre ce « conflit gelé ». L'Ossétie du sud affirme son indépendance (à l'égard de la Géorgie) mais celle-ci n'est reconnue que par peu de pays (dont la Russie).

Concernant l'intervention de la France et du Royaume-Uni en Libye, la Russie (comme la Chine) s'abstient lors du vote du Conseil de sécurité de l'ONU. Le mandat présidentiel passe de 4 ans à 6 ans et les manœuvres de Poutine donnent lieu à des manifestations en 2011-12. Les printemps arabes sont peu appréciés par Moscou et par Pékin. Les budgets des ministères de l'intérieur et de la défense sont augmentés, la Russie ayant le sentiment d'être à nouveau assiégée. Pour affirmer d'une autre façon leur retour sur la scène internationale, les Russes plantent leur drapeau à l'emplacement du Pôle nord.

2012 : retour de Poutine comme président

Poutine réinstaure un régime autoritaire tout en acceptant le multipartisme. Il sait se fabriquer une opposition *ad hoc*.

La révolte en Ukraine contre le président Ianoukovitch, corrompu, donne lieu aux événements de la Place Maïdan. Dans la période de confusion qui suit, les Russes perçoivent la volonté de l'OTAN de faire de Sébastopol une de ses bases, ce qui est inadmissible à leurs yeux, compte tenu de leur détermination à conserver une flotte dans cette zone. Les Russes décident donc d'organiser un référendum qui aboutit à l'annexion de la Crimée par la Russie. En représailles et après la destruction d'un avion civil par un missile russe, l'UE et les États-Unis décident de sanctions économiques à l'encontre de la Russie.

L'accord de Minsk prévoit une fédéralisation de l'Ukraine et ne parle pas de la Crimée.

L'intervention russe en Syrie s'explique par plusieurs facteurs. Les Russes possèdent une base militaire en Syrie à Tartous et veulent évidemment y maintenir cette présence méditerranéenne. De plus ils souhaitent l'éradication de Daesh, être un partenaire incontournable dans la négociation future et affirmer leur alliance avec l'Iran. Plus généralement ils voient là l'occasion de reprendre leur position de grande puissance.

La position des États-Unis vis-à-vis de la Russie est ambiguë. Opposés à l'annexion de la Crimée, ils acceptent néanmoins de s'allier avec Moscou pour lutter contre Daesh. Pékin n'a pas apprécié l'annexion de la Crimée, étant par principe opposé aux modifications de frontières.